

Document

Quand la Banque de France et la Banque populaire de Chine soutiennent les mesures adoptées par le FMI et l'UE sur injonction des marchés financiers. (28.05)

Reuters – 27.05

1- Une politique d'austérité budgétaire sera nécessaire en France si des réformes de fond ne sont pas menées, comme par exemple celle des retraites, a déclaré jeudi le gouverneur de la Banque de France dans un entretien accordé à LCI.

Pour la France, "ce qui est important c'est de démontrer à l'ensemble des marchés, des intervenants, des agences de notation, de tous ceux qui jugent de la soutenabilité des finances publiques françaises que nous avons les moyens et le plan crédible pour revenir à l'équilibre et pour faire refluer la dette à des niveaux qui sont beaucoup plus normaux", a-t-il précisé. (Reuters 27.05)

2- L'euro a nettement rebondi jeudi, soutenu par le démenti officiel de la Chine aux spéculations sur une possible remise en cause de sa politique d'investissement dans la zone euro, ce qui a donné un grand bol d'air frais aux marchés d'actions européens et américains.

La Chine avait auparavant réfuté l'article du *Financial Times* selon lequel l'Administration d'Etat des changes (SAFE), préoccupée par son exposition croissante à la crise de la dette dans la zone euro, organiserait des réunions avec des banquiers étrangers à ce sujet.

Pékin affirme en outre sa confiance dans la capacité de la zone euro à surmonter ses difficultés et son soutien aux mesures adoptées par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne pour stabiliser les marchés financiers. (Reuters 27.05)

Commentaire.

L'impérialisme américain (notamment) a estimé qu'il était plus avantageux de s'allier à la dictature chinoise sur le plan économique, plutôt que de se tourner vers un pays comme l'Inde pour passer à une nouvelle étape de la division internationale du travail, qui permettrait à la fois d'engranger des profits colossaux et d'accroître à l'échelle mondiale la concurrence au sein du prolétariat, afin de rendre inéluctable dans les vieux pays capitalistes en Europe, les délocalisations, les privatisations des services publics, la remise en cause des budgets sociaux des Etats, une plus grande flexibilité du marché du travail et finalement la liquidation des droits sociaux dont bénéficie encore la classe ouvrière. A ces yeux le régime néoféodal de Delhi ne présentait pas de garanties suffisantes ou équivalentes sur le plan politique.

Pour l'impérialisme, le régime chinois est le nec plus ultra en matière de gouvernance qu'il verrait bien appliquer à l'échelle de la planète, car il allie à la fois sur le plan économique et social libéralisme et surexploitation de la main d'oeuvre à un coût très bas, et sur le plan politique une dictature dont le parti unique et l'absence de droits politiques accordés au prolétariat sont les piliers.

Vive le capitalisme et vive le maoïsme !